



Communiqué de presse

Quand sobriété rime avec austérité !

La CGT alerte à nouveau sur la situation critique dans les secteurs de la Santé et la Protection sociale. L'affaiblissement structurel des établissements de santé et l'absence de prise en compte par les pouvoirs publics provoque déjà des drames.

Après des années de restrictions budgétaires avec pour conséquences la réduction des effectifs, les fermetures de structures et la diminution voire la suppression des prestations pour les usagers (assurés sociaux, allocataires, pensionnés et cotisants), notre système de Santé et de Sécurité sociale est aujourd'hui exsangue !

Souffrance au travail, charge de travail surréaliste, pression du chiffre, fermetures, manque d'effectifs... ont pour conséquence découragements, dépressions, burn-out, abandons de poste, démissions ... Pour les usagers, c'est la double peine avec des délais de traitements, de soins et de paiements insupportables engendrant des difficultés d'accès aux droits et aux soins.

Face à une inflation inédite, ces situations créent encore plus de précarité faute de réponses apportées aux usagers ou de prestations versées dans des délais acceptables.

Les lois de financements de la Sécurité sociale (LFSS) étranglent littéralement les salariés comme les usagers. Et la Loi sur le pouvoir d'achat de Macron ne répond pas au retard d'augmentation de salaires.

La Sécurité sociale (branche famille, retraite, recouvrement, maladie et accidents du travail), depuis sa création et encore plus en situation de crise financière ou sanitaire, montre bien qu'elle est essentielle.

La gestion de la santé publique par le seul prisme financier n'est plus acceptable car il a conduit à l'effondrement de notre système de soins :

- Au CH de Voiron, les Urgences sont fermées les nuits du vendredi au dimanche et c'est l'hôpital de Bourgoin qui doit assumer la charge d'activité supplémentaire avec un risque d'explosion par manque de personnel,
- A Grenoble, ce sont 156 lits qui ont été supprimés sur l'ensemble de l'hôpital,
- A Vienne, ce sont les urgences orthopédiques que l'Agence Régionale de Santé (ARS) souhaite fermer.

Et ce ne sont que quelques exemples. Aucun établissements n'est aujourd'hui épargné par les restrictions budgétaires imposé par les lois santé et les lois de finance ultralibérale sur la Sécurité Sociale (LFSS). Les conséquences des conditions imposés à l'hôpital public sur les conditions de travail sont sans précédent (manque de personnel, perte d'attractivité du métier...) et tout comme

Union Départementale CGT Isère

32 avenue de l'Europe - 38030 Grenoble Cedex 02 - **Secrétariat** : 04 76 09 65 54
<http://ud38.reference-syndicale.fr> - **Courriel** : accueil@cgtisere.org

les réductions drastiques de l'accès aux soins (fermeture de lits, de services, allongement des délais de rendez-vous, accroissement des pathologies ...).

Dans ce contexte, la vente de la Clinique Mutualiste (GHMG) par Adréa à Doctegestio est une aberration, de plus lorsque l'on sait que cela ne repose que sur une stratégie financière de la part de ces deux acteurs et que les malades en feront les frais. Sur ce sujet, nous espérons que la justice saura rendre raison aux citoyen-ne-s, collectivités et syndicats qui luttent pour sortir du privé lucratif.

La CGT dit STOP à ce mépris ignoble et revendique des mesures d'urgence pour la Santé et la Sécurité sociale.

- Des embauches et formations massives pour répondre aux besoins et à l'amélioration des conditions de travail,
- L'augmentation des salaires,
- Un financement de la Sécurité Sociale à la hauteur des enjeux de notre société,
- La création de centres de santé publics partout où il existe des déserts médicaux,
- L'abrogation toutes les lois « santé » depuis 2009,
- Donner des moyens financiers conséquents aux hôpitaux en augmentant l'Ondam du PLFSS.

Dans le cadre de la journée d'action des professionnels de santé prévue le 22 septembre et du démarrage des discussion sur le PLFFS, l'Union départementale CGT de l'Isère appelle les travailleurs, retraités et la jeunesse à un rassemblement pour exiger de véritables moyens pour le secteur de la santé mais également pour l'ensemble du service public en Isère.

Le rassemblement aura lieu ce jeudi 22 septembre à 12h00 à la Préfecture, place de Verdun, et donnera lieu à des interventions et témoignages d'agents issus du secteurs public. Une demande de rencontre sera faite au préfet de l'Isère en amont.

Grenoble, le 23 août 2022

Nicolas Benoit
Secrétaire général